

Castorama : les salariés incités à former leurs remplaçants polonais



Article rédigé par *Le Figaro*, le 01 mars 2018

Source [Le Figaro] Le groupe Kingfisher a confirmé hier la suppression de 446 postes administratifs chez Castorama et Brico Dépôt et souhaite que les futurs salariés polonais soient formés en France. Un véritable casus belli pour l'intersyndicale.

Dès qu'ils l'ont appris, les salariés ont jugé la demande «inconcevable». Le comité central d'entreprise qui s'est réuni hier pour les enseignes Castorama et Brico Dépôt a été la scène d'une initiative pour le moins particulière: en plus de la délocalisation en Pologne des activités de comptabilité et de gestion, déjà connue des syndicats, la direction y a annoncé de but en blanc qu'elle souhaitait que les futurs salariés polonais soient formés en France à leurs différents métiers. Et pour cela, les employés français licenciés seraient mis à contribution, le tout «assurant la continuité du dossier», comme le rapporte Jean-Paul Gathier, délégué Force Ouvrière chez Castorama interrogé par *Le Figaro*.

«One Kingfisher», le «plan de transformation» du groupe qui possède Castorama et Brico Dépôt, n'était jusque-là qu'une très classique [délocalisation à l'intérieur de l'Union Européenne](#). Kingfisher a annoncé en septembre dernier un recul de 8,1% de son bénéfice net au premier semestre, à 295 millions de livres (332 millions d'euros), et souhaite réduire ses coûts pour améliorer ses prix face à la concurrence. Le plan de transformation, annoncé le 8 novembre dernier par la directrice générale Véronique Laury, se présentait initialement comme un programme d'«investissements informatiques» permettant «la mise en place d'une centrale d'achat unique, des évolutions des métiers du marketing et du commerce, ainsi que la création d'un centre de services partagés en Pologne pour gérer ses activités de transactions financières et comptables», selon les termes de Kingfisher. La première déception pour les salariés des magasins de bricolage était venue lorsque des licenciements ont été annoncés. «La mise en œuvre de ce projet entraînerait en France la suppression de 409 postes [ensuite revu à 446], la création de 102 postes et le transfert de 164 postes - à conditions d'emplois équivalentes», indiquait ainsi la direction, les suppressions d'emplois se partageant entre «321 chez Castorama et 88 chez Brico Dépôt», dans un groupe fort de 21.000 employés en France.

Retrouvez l'intégralité de l'article sur :

<http://www.lefigaro.fr/conjoncture/2018/03/01/20002-20180301ARTFIG00175-castorama-les-salaries-devron>